

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 128 (1983)
Heft: 9

Artikel: Quelle défense alliée de l'Europe?
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344546>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quelle défense alliée de l'Europe?

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider *

Face à l'accroissement de la menace soviétique, l'Occident allié tente d'améliorer sa défense. Un grand effort d'armement a donc été entrepris par l'Amérique et ses partenaires de l'OTAN. La France, sortie de l'organisation militaire commune, mais toujours fidèle à l'Alliance, s'associe à cette action générale des armées de l'Alliance.

L'effort de l'Amérique et de l'OTAN

Souvent le général Rogers, commandant suprême allié en Europe, évoque l'amélioration amorcée par les forces américaines et alliées du front commun, car l'avance prise par le surarmement soviétique, à la faveur des années de «détente», nécessite actuellement un effort soutenu des pays de l'Alliance. D'autant plus qu'il faut prévoir, outre l'action sur le front d'Europe, des interventions importantes, même en dehors de la zone garantie par l'OTAN. Par exemple, la protection de certains intérêts et ravitaillement vitaux, notamment en pétrole, des partenaires du Pacte Atlantique.

Les menaces extérieures ont pris une telle envergure que les forces de renfort américaines, prévues pour le front de contact européen, donc appelées normalement à rejoindre ce dernier en cas de crise, sont suscepti-

* Un point de vue français.

bles d'être affectées en partie à d'autres missions urgentes. Par exemple pour une intervention dans le golfe Persique, si important pour la stratégie de l'Occident allié. Il faudra donc prévoir l'éventuelle relève des formations défaillantes sur le front d'Europe par des unités continentales.

Dans un article du *Foreign Affairs*, paru en été 1982 – «The Atlantic Alliance. Prescriptions for a difficult decade» –, le général Rogers a bien déclaré que tout en restant fidèle à la stratégie de la riposte graduée, l'Alliance doit pouvoir faire face à tout défi et par tous les moyens, qu'ils soient classiques ou nucléaires. En outre, dit-il, s'impose une remarquable organisation du recueil et de la transmission du renseignement, car il faut aboutir à une organisation complexe et sûre de l'alerte et de la réaction immédiate en cas de menace directe. D'où la nécessité d'un renforcement rapide du «front» en cas de crise ou d'attaque et celle de l'affirmation de la solidarité atlantique en vue de l'application immédiate des plans de défense et de riposte. Les Etats-Unis ont donc mis au point leur programme à long terme et prévu l'acheminement accéléré de leurs renforts, dont certains matériels sont stockés d'avance en Europe. Un système d'alerte fonctionne sur le front grâce aux avions AWACS. A tout instant, le comman-

dement allié dispose désormais d'une image exacte du dispositif adverse, donc des changements pouvant intervenir en cas d'attaque imminente.

Les autres membres de l'OTAN ont pris l'engagement d'accroître annuellement de 3% leurs budgets militaires afin de réaliser les améliorations indispensables. A vrai dire, l'effort demandé a été difficilement surmonté par certains d'entre eux. Et pourtant, le général Rogers estime que, pour obtenir les résultats nécessaires, cette augmentation devrait s'élever à 4% pendant six ans.

Aux Etats-Unis, le président Reagan a finalement disposé de crédits exceptionnels, et le général Rogers a donc pu mentionner, en décembre 1982, devant la Commission des Plans de l'OTAN, divers faits nouveaux favorables à l'Alliance:

- le **ralliement de l'Espagne** à l'OTAN,
- une **augmentation numérique et une amélioration** des «armes anti», des chars et des avions tactiques,
- une **amélioration générale des trois groupes de forces de la «triade»** (forces classiques, forces nucléaires tactiques, forces nucléaires stratégiques), et
- une **élévation progressive du seuil nucléaire**, du fait de la modernisation en cours des moyens conventionnels.

Mais, dit le général Rogers, il faut veiller à l'application de la double décision de décembre 1979 sur l'implantation des 572 Pershing II et missiles de croisière, à moins que

n'intervienne la «solution zéro» – c'est-à-dire l'élimination, par l'URSS, de ses SS-20 contre la renonciation occidentale aux euromissiles – ou un accord intermédiaire. En attendant, les entretiens sur les armes en cause, sur les START et sur les MBFR (réductions équilibrées des forces), se poursuivent.

Les améliorations ont porté notamment sur les «armes intelligentes», les armes guidées de précision (PGM), lesquelles réalisent des performances antérieurement réservées aux moyens nucléaires. C'est le cas du MW 1 allemand, dont est dotée la Luftwaffe, et du Skeet qui sera affecté aux forces américaines en 1986. Ces engins auront ainsi éventuellement la possibilité de remplacer en quelque sorte les armes atomiques du front et d'éviter l'«escalade» tant redoutée.

Ces engins nouveaux auront encore l'avantage de répondre à la notion de l'«Air-Land Battle», la bataille air-terre que le général Rogers compte appliquer en cas d'attaque adverse de type classique. Elle prendrait la double forme d'une résistance sans esprit de recul contre les forces d'assaut et d'une action contre-offensive contre les renforts de deuxième et de troisième échelon, chargés de relever rapidement les unités de première ligne, vite usées. Somme toute, un grand effort de la défense alliée consistera en cette intervention en profondeur contre ces dernières troupes. Elle sera facilitée par tous les engins nouveaux adoptés par l'Ouest.

En effet, le MW 1, par exemple, accroché au bombardier Tornado, peut par 224 tubes d'éjection, lancer jusqu'à 4500 «sous-munitions» diverses, efficaces contre les hommes, les chars, les hangars et même les avions. Le système Skeet, après 1986, aura des performances comparables. Parmi les engins sol-sol, le MLRS (Multiple Launch Rocket System), qui entrera en service cette année encore, débitera 12 missiles en une minute, et de nombreuses armes nouvelles auront des performances exceptionnelles: il est admis que le Skeet, en 50 à 60 missions, pourra détruire à 60% une division. Un radar d'avant-garde, actuellement expérimenté, est censé être à même de repérer instantanément 4500 cibles sur un carré de 100 kilomètres de côté...

Dans ces conditions, l'OTAN semble bien, avec ces moyens nouveaux déjà ou bientôt en service, devenir capable d'appliquer efficacement la bataille envisagée. Mais une grande vigilance s'impose à l'Ouest dès le temps de paix. D'autant plus que les Soviétiques semblent envisager, avant même leur éventuelle attaque générale, une intervention éclair de leurs «groupements opérationnels». Il s'agit là de divisions indépendantes et très mobiles, munies notamment d'hélicoptères de combat, auxquelles incomberait la mission de pénétrer profondément dans le dispositif allié, afin d'y détruire les PC et les bases nucléaires, avant le déclenchement de l'assaut général. Et c'est précisément

cela que l'OTAN devrait empêcher à tout prix...

La double réaction occidentale, défensive et contre-offensive, grâce aux nouvelles armes et, notamment, aux PGM, sera parfaitement efficace dans l'avenir. Malheureusement, tous les moyens utiles ne sont pas encore en service. Il faudra donc, dit le général Rogers, vivre dangereusement dans l'immédiat. Mais la situation s'améliorera progressivement et le commandant en chef allié souligne volontiers les hautes capacités de la technologie occidentale, qui doit rendre possible la désarticulation du système de contrôle et de direction des forces du Pacte de Varsovie, en brouillant leurs transmissions et en aveuglant le réseau radar.

Et puis, l'Est a lui aussi ses faiblesses. Son économie est largement tributaire de celle de l'Ouest et il a ses problèmes politiques et militaires, notamment ceux de la Pologne et de l'Afghanistan. Avec la Chine ses relations sont toujours très délicates, en dépit de la récente tentative de rapprochement. D'ailleurs l'installation de nouvelles bases SS-20 en Extrême-Orient est significative. A vrai dire, M. Andropov est bien conscient des faiblesses de sa position et, après son «niet» aux premières propositions du président Reagan, il laisse pour l'heure se poursuivre les négociations sur les euromissiles, sur les START et sur une réduction équilibrée des armements (MBFR). Il sait que, sauf accord entre l'URSS et les USA, les Pershing II et les missiles

de croisière seront implantés sur le front d'Europe fin 1983.

En attendant, l'Amérique du président Reagan prévoit une accélération, en cas de menace, de l'acheminement des renforts du front allié, tout en envisageant leur éventuel remplacement par des moyens européens, si de nouvelles missions imposaient le prélèvement d'une partie des secours prévus pour l'Europe. De toute manière, l'Amérique fabrique en grandes séries les équipements modernes d'avant-garde, en particulier des instruments de vision nocturne et des télémètres à laser. Elle met tout en œuvre pour avoir les moyens de sa stratégie, les bases indispensables à ses éventuelles interventions; elle aide ses alliés, notamment la Turquie et la Grèce, et incite les plus forts d'entre eux à faire l'effort qui s'impose. Et, sans toujours atteindre tous les objectifs fixés, l'OTAN améliore ses possibilités. Hors de celle-ci, la France, fidèle à l'Alliance, s'associe à l'effort général.

L'effort français

Les inconvénients de l'indépendance française vis-à-vis de l'OTAN sont surmontés par des liaisons constantes. Déjà les accords Ailleret-Lemnitzer avaient réglé les contacts entre la France et ses partenaires de l'Alliance. Et le général de Gaulle lui-même, tout en maintenant sa force de frappe atomique autonome, avait dit: «Cela n'exclut pas du tout, bien

entendu, que soit combinée l'action de cette force avec celle des forces analogues de nos alliés.»

Depuis, la France a bien maintenu ses liens avec l'OTAN, au SHAPE avant tout. Une réelle collaboration, marquée par des sommets fréquents et efficaces, existe avec l'Allemagne fédérale, pour une étude en commun des problèmes de défense posés aux deux pays et à la communauté atlantique. Des relations plus étroites sont aussi intervenues avec l'Italie. De toute manière, la menace actuelle de l'Est a rapproché la France de ses alliés et l'effort d'armement national est accru. D'après le projet déjà approuvé par l'Assemblée nationale, un budget militaire important sera finalement adopté. Un grand effort avait bien été entrepris antérieurement, notamment en 1981. Malheureusement, en 1982 et 1983, il n'a pas été maintenu. Ainsi, la construction des cinq premiers SNLE (sous-marins lanceurs d'engins) achevée, celle du sixième avait été quelque peu ralentie et il en a été de même pour le lanceur mobile SX, toujours à l'état de projet. Le projet de programmation 1984-1988, pour lequel un crédit total de 830 milliards de francs était envisagé, a été très critiqué. Mais il a finalement été admis qu'une nouvelle estimation interviendrait en 1985.

Véritablement, ce qui compliquera sans cesse la planification française, c'est l'obligation de prévoir une défense nationale en trois «cercles»:

- 1 Sur le **territoire français**, dont la sécurité doit être assurée à tout prix.

– 2 Sur le **théâtre de l'Europe alliée**, où la sécurité prolonge celle du territoire national.

– 3 Dans **des régions extérieures** à la zone garantie par l'OTAN.

Il s'agit là essentiellement de la défense des départements et des territoires d'outre-mer et des pays envers lesquels la France a pris des engagements. Les missions en cause s'appliquent aussi à la protection des voies de ravitaillement nationales, mais peuvent s'associer à des interventions alliées, par exemple, en direction du golfe Persique.

Fort heureusement, sur le front d'Europe, la situation française s'est un peu clarifiée. La France n'a plus à redouter, ocmme le craignait le général de Gaulle, d'être entraînée dans un conflit qui «ne serait par le sien». Il est désormais admis que la défense française ne commence pas seulement sur le Rhin, mais déjà sur l'Elbe. Elle y coïncide avec celle de l'OTAN, bien que l'entrée en guerre, dans le cadre de l'Alliance, dépende toujours d'une décision strictement nationale.

Mais la menace actuelle est telle que la France ne pourrait plus, dans l'avenir, se contenter d'intervenir avec les éléments d'Allemagne de la 1^{re} armée française et la 1^{re} FATAC (force aérienne tactique). Car une action plus large et même en dehors du secteur d'implantation des forces françaises en RFA pourrait s'imposer, notamment avant l'arrivée des renforts américains. En effet, la menace se concrétiserait plus rapidement que

dans le passé. Aussi, la planification proposée pour 1984-1988 prévoit-elle la mise sur pied d'une «force d'action et d'assistance rapide» (FAAR), laquelle comprendra la 11^e division parachutiste, la 9^e division d'infanterie de marine, une division d'infanterie, une division légère blindée et une grande unité aéromobile, obtenue par le regroupement de régiments d'hélicoptères de combat et de leurs soutiens. A vrai dire, la formation en cause pourrait également bien intervenir dans le cadre de missions à l'extérieur de l'Europe, si nécessaire.

Les forces françaises s'apprêtent donc à agir à l'intérieur des trois «cercles» prévus. Elles poursuivent les transformations déjà entamées pendant le précédent septennat, le ministre de la Défense, M. Hernu, insistant sur la «continuité» de la défense à travers les changements politiques. Toutefois, la programmation exposée a donné lieu à bien des débats, même à l'extérieur du parlement, en particulier une réduction des effectifs, finalement limitée à 22 000 hommes pour les forces terrestres, a été très critiquée, provoquant même la démission du général Delaunay, chef d'état-major de l'armée de terre. En réalité, il s'agit là non d'une réduction des forces, mais d'un moindre appel étendu dans le temps.

En fait, les améliorations prévues demanderont du temps et les responsables ont dû parfois procéder à des choix difficiles. La Commission de défense nationale de l'Assemblée avait

d'ailleurs entendu, à titre d'expert, le général Méry, ancien chef d'état-major des armées, qui a bien défini le contexte international et allié dans lequel devra agir l'armée française. Il a évoqué, en outre, le surarmement soviétique et une certaine crise de confiance intervenue selon lui dans le monde occidental. Il a précisé la nature de la grande menace suscitée par l'Est, heureusement bloquée en partie par le facteur nucléaire, car, dit-il, «Aucun gouvernement structuré n'est tenté par l'aventurisme.» Il approuve donc l'implantation des 572 Pershing II et missiles de croisière, appelés, selon lui, à constituer un lien normal entre les fusées du théâtre et les forces stratégiques stationnées aux Etats-Unis.

Dépassant le cadre de la zone garantie par l'OTAN, le général Méry a évoqué aussi les «conflits périphériques» du Proche-Orient et d'Afrique. Regrettant un certain «pourrissement de la volonté de divers milieux européens», il estime nécessaire, de la part de la France, d'éviter aussi bien l'isolement que le retour pur et simple à l'OTAN. Sous ces conditions, la stratégie française doit, selon lui, s'exprimer déjà en temps de paix par :

- 1 une **indépendance nationale manifeste**,
- 2 une **force nucléaire indépendante**,
et
- 3 une **contribution à la stabilité et à la paix dans le monde**.

Par conséquent, dit le général Méry, la France devra poursuivre son effort

financier pour sa défense, même au-delà de 1988, jusqu'en 1990-1991, en lui consacrant 4,5% de son PIBM et en évitant un trop grand étalement des réalisations à envisager. Il s'oppose à toute limitation d'effectifs et préconise une modernisation et une diversification des armes nucléaires françaises. Thèse somme toute assez proche de celle du général Rogers, qui demande une amélioration des forces classiques, afin d'élever le seuil nucléaire par l'exploitation de la supériorité technologique occidentale, en particulier par un renseignement rapidement exploité et la mise en œuvre à grande distance des PGM, plutôt que des armes nucléaires.

Dépassé par le surarmement de l'Est, réalisé à la faveur de la période de détente, l'Occident de l'Alliance améliore actuellement ses forces et leurs structures ainsi que sa stratégie. Doté de riches crédits de défense, le président Reagan peut désormais perfectionner l'outil militaire américain et, avec sa force d'intervention, envisager des opérations largement en dehors de la zone garantie par l'OTAN. A vrai dire, l'opposition entre les deux Grands s'affirme, au moyen d'actions directes ou indirectes, pratiquement sur tous les continents.

Dans l'ensemble, les pays de l'Alliance participent à l'effort commun, quelques-uns bénéficiant d'une certaine aide. Mais l'engagement d'accroître de 3% les budgets militaires est une lourde charge pour les partenaires

